



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement et des  
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 Savigny-Le-Temple

Savigny-Le-Temple, le **03 FEV. 2025**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 janvier 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **WIAME VRD**

Rue du Hainault - BP 90074  
ZAC du Hainault  
77260 Sept-Sorts

Références : E25 -0258  
Code AIOT : 0006514021

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 janvier 2025 de l'établissement exploité par la société WIAME VRD, implanté sur l'Aire de service de travaux de l'autoroute A4 sur la commune d'Ussy-sur-Marne (77260). L'inspection a été annoncée le 27 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- WIAME VRD
- Aire de service travaux de l'autoroute A4 - 77260 Ussy-sur-Marne
- Code AIOT : 0006514021
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société WIAME VRD exploite une centrale d'enrobage de matériaux routiers et une installation de recyclage de matériaux routiers sur la commune d'USSY-SUR-MARNE.

Ces installations sont enregistrées par l'arrêté préfectoral n° 2021 DRIEAT UD77 097 du 30 juillet 2021.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Périmètre de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 1.2.1	Demande d'action corrective	3 mois
2	Situation administrative	Code de l'environnement - article R. 512-47	Demande d'action corrective	3 mois
4	Permis de travaux	Lettre du 23/06/2022	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Installations électriques	Lettre du 23/06/2022	Demande d'action corrective	3 mois
8	Qualité des eaux pluviales avant rejet	Lettre du 23/06/2022	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Moyens de lutte contre un incendie et installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12	Demande d'action corrective	3 mois
11	Impact sur la qualité de l'air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2	Demande d'action corrective	3 mois
12	Qualité des émissions d'eau	Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 9.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Registre des produits chimiques	Lettre du 23/06/2022	Sans objet
6	Paramètres d'exploitation	Lettre du 23/06/2022	Sans objet
7	Traitement des eaux pluviales	Lettre du 23/06/2022	Sans objet
9	Impact sur la qualité de l'air	Lettre du 23/06/2022	Sans objet
13	Impacts sonores des activités	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société WIAME VRD devra engager les actions correctives suivantes :

- régulariser, dans un délai de 3 mois, son activité de stockage de granulats située à l'Est de



l'établissement, en dehors du périmètre enregistré :

- soit en portant à la connaissance du Préfet de Seine-et-Marne la modification des conditions d'exploiter de son site avec l'ensemble des éléments d'appréciation visant à évaluer les impacts environnementaux et les risques accidentels conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement,
- soit en cessant toute activité et en évacuant ces matériaux.

- réaliser, dans un délai de 3 mois, la télédéclaration de ses installations relevant du régime de la déclaration et notamment des installations suivantes : dépôt de liants bitumineux (rubrique 4801), procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (rubrique 2915), stockage de carburants (rubrique 4734), sur le site <https://demarches.service-public.fr/> ;

- justifier, dans un délai maximal de 3 mois, de la mise en œuvre des permis de travaux pour les interventions de réparations, maintenance et aménagement sur les parties de l'installation recensées à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, conformément aux dispositions de l'article 4.11 de ce même arrêté ministériel ;

- réaliser, dans un délai de 3 mois, le contrôle des installations électriques et engager, le cas échéant, les travaux de mise en conformité ;

- transmettre le rapport de contrôle des eaux pluviales du 02 décembre 2024, dès obtention ;

- effectuer, dans un délai de 3 mois, le contrôle des moyens de lutte contre un incendie et des installations électriques ;

- engager les actions correctives nécessaires pour que les teneurs dans les rejets atmosphériques des COV présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351, ainsi que les niveaux d'odeurs respectent les valeurs limites fixées aux articles 6.7 et 6.8 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers ;

- réaliser, dans un délai 1 mois, le contrôle de la qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées avant rejet vers le milieu naturel aux fréquences imposées à l'article 9.4 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Périmètre de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/07/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Stockage de granulats
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation et ses annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément : <ul style="list-style-type: none"><li>• aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'enregistrement déposé le 24 juin 2019, complété le 15 avril 2020, le 02 juin 2020, le 23 novembre 2020 et le 12 février 2021,</li><li>• (...)</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant stocke des granulats sur un terrain situé à l'Est de l'établissement en dehors du périmètre autorisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La société WIAME VRD doit régulariser, dans un délai de 3 mois, son activité de stockage de granulats située à l'Est de l'établissement, en dehors du périmètre enregistré : <ul style="list-style-type: none"><li>• soit en portant à la connaissance du Préfet de Seine-et-Marne la modification des conditions d'exploiter de son site avec l'ensemble des éléments d'appréciation visant à évaluer les impacts environnementaux et les risques accidentels conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement,</li><li>• soit en cessant toute activité et en évacuant ces matériaux.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/03/2022, article R. 512-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Installations relevant du régime de la déclaration
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. - La déclaration relative à une installation est adressée, avant la mise en service de l'installation, au préfet du département dans lequel celle-ci doit être implantée.
<b>Constats :</b>  Dans son dossier d'enregistrement du 24 juin 2019, l'exploitant présentait les installations classées relevant du régime de la déclaration : dépôt de liants bitumineux (rubrique 4801), procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (rubrique 2915), stockage de carburants (rubrique 4734).



Toutefois, l'exploitant n'a pas réalisé la télédéclaration de ces installations:
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La société WIAME VRD devra réaliser la télédéclaration de ses installations relevant du régime de la déclaration et notamment des installations suivantes : dépôt de liants bitumineux (rubrique 4801), procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles (rubrique 2915), stockage de carburants (rubrique 4734), sur le site <a href="https://demarches.service-public.fr/">https://demarches.service-public.fr/</a> .
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Registre des produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Registre des produits chimiques et plan
<b>Prescription contrôlée :</b>  Suite de l'inspection du 15 juin 2022 : La société WIAME VDR doit compléter son registre de produits chimiques en précisant les quantités maximales pouvant être présentes sur site et disposer d'un plan général localisant les stockages de produits chimiques (article 3.3 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté le registre des produits chimiques stockés sur site, ainsi que le plan localisant ces stockages.  Le registre mentionne le nom des produits, les dates des fiches de sécurité associées, le contenant (cuve, bidon, fût, aérosol), les quantités maximales et les pictogrammes de danger.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Permis de travaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents lors des travaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société WIAME VRD doit élaborer un permis de travaux lors des interventions sur les installations susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre (article 4.11 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).
<b>Constats :</b>  Dans la lettre du 26 septembre 2022, l'exploitant a présenté le modèle du permis de travaux mis

en place pour les interventions de maintenance, réparation et aménagement sur les parties de l'installation recensées à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routier .

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la mise en œuvre de ce permis de travaux. Il n'a pas présenté de permis de travaux complétés.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société WIAME VRD doit justifier, dans un délai maximal de 3 mois, de la mise en œuvre des permis de travaux pour les interventions de réparations, maintenance et aménagement sur les parties de l'installation recensées à l'article 4.1 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers, conformément aux dispositions de l'article 4.11 de ce même arrêté ministériel.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Installations électriques**

**Référence réglementaire :** Lettre du 23/06/2022

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en conformité des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

La société WIAME VRD doit engager les travaux nécessaires pour lever les observations formulées dans le rapport référencé 7825429/12.5.1.P du 20 avril 2022 relatif au contrôle électrique de l'installation de production de grave ciment (SAM 230) (article 4.12 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).

**Constats :**

Dans la lettre du 26 septembre 2022, l'exploitant a présenté le tableau de suivi des actions correctives mises en œuvre par son électricien suite au rapport de contrôle des installations électriques du 20 avril 2022.

L'exploitant a réalisé un contrôle des installations électriques en 2023. Le rapport de contrôle du 18 avril 2023 montre que les observations formulées en 2022 ont été levées sauf une. Cette dernière observation vise à réaliser ou améliorer la continuité de la liaison au conducteur de protection (valeur maximale de 2 ohms) des prises de courant étanches afin de limiter les risques de contact indirect au niveau de l'installation de production de grave ciment (SAM 230).

L'électricien de WIAME VRD a ajouté 50 m de cuivre nu au conducteur de protection afin d'avoir une valeur maximale de 2 ohms. L'exploitant n'a pas effectué de contrôle des installations électriques en 2024, ce qui ne permet pas de valider ces derniers travaux de mise en conformité.



<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
La société WIAME VRD devra réaliser, dans un délai de 3 mois, le contrôle des installations électriques et engager, le cas échéant, les travaux de mise en conformité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 6 : Paramètres d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des conditions d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>
La société WIAME VRD doit faire l'inventaire des installations qui utilisent des procédés exigeant des conditions particulières (température, pression, inertage...) et de faire un point de situation sur les systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement (article 4.13 de l'arrêté ministériel).
<b>Constats :</b>
L'exploitant a présenté l'inventaire des installations utilisant des procédés exigeant des conditions particulières (température, pression, inertage...), ainsi que l'inventaire des systèmes de sécurité permettant d'avertir les opérateurs du dépassement des conditions nominales de fonctionnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Traitement des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en place d'un séparateur d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>
La société WIAME VRD doit mettre en place un séparateur à hydrocarbures pour le traitement des eaux de ruissellement des zones revêtues (article 5.5. de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).
<b>Constats :</b>
Le séparateur à hydrocarbures a été émis en place au cours du 3ème trimestre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Qualité des eaux pluviales avant rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Lettre du 23/06/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance de la qualité des eaux pluviales
<b>Prescription contrôlée :</b>



La société WIAME VRD doit réaliser la surveillance de la qualité des eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel (article 9.4 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019).

**Constats :**

L'exploitant a réalisé un contrôle des eaux pluviales avant rejet vers le milieu naturel le 02 décembre 2024. Il n'a pas encore reçu les résultats.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société WIAME VRD devra transmettre le rapport de contrôle des eaux pluviales du 02 décembre 2024, dès obtention.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 9 : Impact sur la qualité de l'air**

**Référence réglementaire :** Lettre du 23/06/2022

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières

**Prescription contrôlée :**

La société WIAME VRD doit réaliser la surveillance des retombées de poussières (article 39 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012).

**Constats :**

L'exploitant a transmis le rapport du 29 janvier 2025 sur la campagne de mesures des retombées de poussières réalisées fin 2024 et début 2025.

Le rapport conclut que les teneurs mesurées sur cette campagne sont bien inférieures, pour l'ensemble des points de contrôle, aux valeurs de référence, fixées à 200 mg/m<sup>2</sup>/j.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Moyens de lutte contre un incendie et installations électriques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 4.12

**Thème(s) :** Risques accidentels, Vérifications périodiques

**Prescription contrôlée :**

I. Règles générales

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de

<p>sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche, réseau incendie par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le rapport d'intervention du 14 mars 2023 de la société DESAUTEL pour le contrôle des extincteurs. Ces équipements n'ont pas été contrôlés en 2024.</p> <p>Les installations électriques ont été contrôlées en 2023. L'exploitant s'engage à réaliser un contrôle en 2025.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La société WIAME VRD devra effectuer, dans un délai de 3 mois, le contrôle des moyens de lutte contre un incendie et des installations électriques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 11 : Impact sur la qualité de l'air**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.2</p>					
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'air</p>					
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsque les rejets de polluant à l'atmosphère dépassent au moins l'un des seuils ci-dessous, l'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 6.6 du présent arrêté, le prélèvement et la mesure pour le paramètre concerné conformément aux dispositions ci-après. Dans le cas où les émissions diffuses représentent une part notable des flux autorisés, ces émissions sont évaluées périodiquement.</p> <p>Lorsque les poussières contiennent au moins un des métaux ou composés de métaux énumérés à l'article 6.7 (6° a, b ou c) du présent arrêté et si le flux horaire des émissions canalisées de poussières dépasse 50 g/h, la mesure en permanence des émissions de poussières est réalisée.</p> <table border="1"> <tr> <td>1° Poussières totales</td></tr> <tr> <td>flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h</td></tr> <tr> <td>flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h</td></tr> <tr> <td>flux horaire supérieur à 50 kg/h</td></tr> <tr> <td>2° Monoxyde de carbone</td></tr> </table>	1° Poussières totales	flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h	flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h	flux horaire supérieur à 50 kg/h	2° Monoxyde de carbone
1° Poussières totales					
flux horaire inférieur ou égal à 5 kg/h					
flux horaire supérieur à 5 kg/h, mais inférieur ou égal à 50 kg/h					
flux horaire supérieur à 50 kg/h					
2° Monoxyde de carbone					



flux horaire inférieur ou égal à 50 kg/h
flux horaire supérieur à 50 kg/h
3° Oxydes de soufre
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h
flux horaire supérieur à 150 kg/h
4° Oxydes d'azote
flux horaire inférieur ou égal à 150 kg/h
flux horaire supérieur à 150 kg/h
5° Composés organiques volatils :
a) cas général :
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) inférieur ou égal à 15 kg/h
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal de COV (à l'exclusion du méthane exprimé en carbone total) supérieur à 15 kg/h
b) cas des COV (à l'exclusion du méthane) présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351 :
sur l'ensemble de l'installation, flux horaire maximal, supérieur à 2 kg/h (exprimé en somme des composés)
c) les autres cas :
prélèvements instantanés réalisés
6° Métaux, métalloïdes et composés divers (particulaires et gazeux)
a) Cadmium et mercure, et leurs composés :
flux horaire supérieur à 10 g/h
b) Arsenic, sélénium et tellure, et leurs composés :
si le flux horaire, supérieur à 50 g/h

c) Plomb et ses composés :

si le flux horaire supérieur à 100 g/h

d) Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés :

si le flux horaire supérieur à 500 g/h

7° Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques

benzo (a) pyrène ; naphtalène si le flux horaire (de la somme massique des 2 substances) supérieur à 0,2 kg/h

Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques montrant l'absence d'émission de ces produits par l'installation.

Dans le cas d'une auto surveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux.

Pour les COV, la surveillance en permanence peut être remplacée par le suivi d'un paramètre représentatif, corrélé aux émissions. Cette corrélation est confirmée périodiquement par une mesure des émissions.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des rejets atmosphériques de la centrale d'enrobage de matériaux routiers "TSM 17", réalisé le 29 octobre 2024.

Les teneurs des COV présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351, ainsi que les niveaux d'odeurs ne respectent pas leurs valeurs limites respectives.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

La société WIAME VRD devra engager les actions correctives nécessaires pour que les teneurs dans les rejets atmosphériques des COV présentant les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F (substances dites CMR), dont benzène et 1-3 butadiène et les composés halogénés présentant les mentions de danger H341 ou H351, ainsi que les niveaux d'odeurs respectent les valeurs limites fixées aux articles 6.7 et 6.8 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Qualité des émissions d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/04/2019, article 9.4		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
Que les effluents soient rejetés dans le milieu naturel ou dans un réseau de raccordement à une station d'épuration collective et, le cas échéant, lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée selon la fréquence indiquée dans le tableau ci-dessous pour les polluants énumérés ci-après, à partir d'un échantillon représentatif prélevé sur une durée de 24 heures.		
	Débit	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel
	Température	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel
	pH	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel
	DCO (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Trimestrielle pour les rejets dans le milieu naturel
	Matières en suspension totales	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
	DBO <sub>5</sub> (*) (sur effluent non décanté)	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel
	Hydrocarbure totaux	- Semestrielle pour les effluents raccordés - Mensuelle pour les rejets dans le milieu naturel

		le milieu naturel
<p>Les polluants et substances qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues.</p> <p>Lorsque les polluants bénéficient, au sein du périmètre autorisé, d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du rejet au milieu extérieur ou au niveau du raccordement avec un réseau d'assainissement, ils sont mesurés au sein du périmètre autorisé avant dilution.</p> <p>Les résultats des mesures sont tenus à disposition des inspecteurs des installations classées</p> <p>Pour les effluents raccordés, les mesures faites à une fréquence plus contraignante à la demande du gestionnaire de la station d'épuration sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p><i>(*) Pour la DBO<sub>5</sub>, la fréquence peut être moindre s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.</i></p>		
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier contrôle des eaux pluviales susceptibles d'être polluées date du 02 décembre 2024.</p> <p>L'exploitant ne réalise pas le contrôle de ces eaux aux fréquences imposées.</p>		
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La société WIAME VRD doit réaliser, dans un délai 1 mois, le contrôle de la qualité des eaux pluviales susceptibles d'être polluées avant rejet vers le milieu naturel aux fréquences imposées à l'article 9.4 de l'arrêté ministériel du 09 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2521 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement - Centrale d'enrobage au bitume de matériaux routiers.</p>		
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>		
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>		
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>		

#### N° 13 : Impacts sonores des activités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 9.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance des émissions sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée par une personne ou un organisme qualifié, en limite de propriété et de zone à émergence réglementée, selon les modalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les premières mesures sont réalisées au cours des six premiers mois suivant la mise en</li> </ul>



fonctionnement de l'installation ;

- puis, la fréquence des mesures est annuelle ;

- si, à l'issue de deux campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions du présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle ;

- si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport de la campagne de mesures réalisées le 29 octobre 2024.

Les niveaux sonores en limites de propriété respectent les valeurs limites.

Il n'existe pas de zone à émergence réglementée au voisinage de l'établissement.

**Type de suites proposées : Sans suite**